

« Les Français ont du mal à se voir comme les descendants d'une immigration »

L'historien Benjamin Stora prend la tête, lundi, du Musée national de l'histoire de l'immigration

Entretien

Le 1^{er} août, l'historien Benjamin Stora, 63 ans, a été nommé par le premier ministre à la tête du Musée de l'histoire de l'immigration. Spécialiste du Maghreb, de la décolonisation et de la guerre d'Algérie, il remplace Jacques Toubon qui était, depuis sa création en 2007, à la tête de l'institution située dans le 12^e arrondissement de Paris. La passation de pouvoirs entre les deux hommes doit avoir lieu lundi 15 septembre.

Pourquoi avoir postulé à la direction du Musée de l'immigration ?

Je travaille sur l'histoire du Maghreb depuis les années 1970 et dès ma thèse sur Messali Hadj [fondateur du nationalisme algérien], j'ai été amené à m'intéresser aux questions d'immigration. Messali Hadj était un immigré. Je me suis aussi très tôt engagé dans le mouvement associatif, notamment contre le racisme et à l'occasion des marches pour l'égalité. Enfin, le fait d'avoir été moi-même un « déplacé » [M. Stora est arrivé en France à l'âge de 12 ans] m'a beaucoup marqué.

Le musée a du mal à trouver son public. Comment comptez-vous donner envie d'y aller ?

Si ce musée a eu du mal à trouver sa place, c'est d'abord pour des raisons politiques. Il n'a jamais vraiment été inauguré par un président de la République, ni même par un premier ministre. On a aussi une difficulté plus profonde. Les Français ont du mal à se concevoir comme, en partie, les descendants d'une immigration. En face, vous avez des immigrés qui n'ont pas envie de rester des immigrés toute leur vie. Ils veulent se fondre dans le pays d'accueil. Le problème, c'est de réussir à parler à tous ces publics à la fois : aux Français qui ont du mal à se voir avec des migrants, aux primo-arrivants qui ne veulent plus se considérer comme tels, et à la masse de ceux qui sont les produits de cette histoire. **Vous êtes le chantre de la réconciliation des mémoires. Comment allez-vous vous y prendre ?**

Je veux essayer de naviguer entre deux écueils. Celui des tenants d'une identité fixe, fruit d'une histoire qui serait grosso modo celle des « Français de souche » se reproduisant depuis toujours à l'identique, et de l'autre, l'écueil de ceux qui disent que la France n'est qu'un empilement de communautés. Ces deux visions ne veulent pas voir l'histoire en mouvement et mettent au secret les principes républicains.

Pensez-vous que François Hollande a eu les bons mots jusqu'à présent pour parler d'immigration ?



Benjamin Stora, à Paris, en 2010. FRANCK JUERY POUR « LE MONDE »

J'estime qu'il a fait un acte important en reconnaissant la tragédie du 17 octobre 1961, à Paris [une manifestation de militants du FLN, durement réprimée par la police]. Cet épisode de l'histoire a marqué les esprits dans les milieux associatifs. Mais depuis 2013, sur les apports de l'immigration à la France, il faut faire plus. On attend encore de la part du président, et éventuellement de son premier ministre, un grand discours. Cela pourrait s'accom-

« On est dans une phase de repli nationaliste. La classe politique est très frileuse, car elle craint d'être coupée d'un électorat populaire »

plir d'une inauguration officielle du musée. Il faut réfléchir.

M. Hollande a reculé sur le droit de vote des étrangers : qu'en pensez-vous ?

J'ai toujours été favorable au droit des votes des étrangers. Mais cette mesure doit faire partie d'une politique d'ensemble sur les étrangers. On est entré dans une

phase de mondialisation culturelle et économique. En plus, on est dans une période de décroissance démographique, la France va avoir besoin de bras. Le problème, c'est que l'on est dans une phase de repli nationaliste. La classe politique est très frileuse car elle craint d'être coupée d'un électorat populaire. Il faut du courage politique. **Les plus grandes diasporas immigrées sont originaires du Maghreb. Ce sont aussi les plus rejetées. Quelles réponses apporter depuis votre poste ?**

L'immigration qui pose problème aujourd'hui, ce n'est plus principalement celle européenne, mais celle du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne. Ma préoccupation est de faire en sorte que ces histoires particulières soient mieux connues de la France au sens large et qu'elles irriguent le récit national républicain, et non pas de les traiter en tant que telles, comme séparées de cette histoire. C'est ce que j'appelle depuis trente ans « le décloisonnement des imaginaires ». Cela peut se faire à travers des expositions, des films. Il y a un travail de fond à mener et le musée doit être ce lieu-là.

Vous défendez depuis longtemps la révision des manuels scolaires sur les questions migratoires et coloniales. Un par-

tenariat entre le musée et le ministère de l'éducation nationale est-il envisageable ?

Absolument. J'ai récemment beaucoup insisté pour que six chapitres de mon livre avec Abdelwahab Meddeb, *Histoire des relations entre juifs et musulmans des origines à nos jours* [Albin Michel, 2013], soient publiés sur le portail des enseignants Eduscol. Et j'ai voulu que ce soient les chapitres sur les sujets les plus sensibles : la Shoah, l'histoire coloniale, le conflit israélo-palestinien, etc. Il faudrait que le Musée de l'immigration poursuive dans cette voie. **Vous qui êtes à la fois d'origine maghrébine et de confession juive, comment avez-vous regardé les dérapages qui ont eu lieu lors des manifestations pro-palestiniennes, au mois de juillet ?**

Avec beaucoup de désolation et de tristesse. Je voyais l'affrontement et la haine. Chacun était enfermé dans son point de vue. Or juifs et musulmans ont une mémoire commune de près de treize siècles ! En attendant une solution politique au Proche-Orient, il faut au minimum préserver cette mémoire ! Dans l'absolu, ça pourrait faire l'objet d'une exposition au Musée de l'immigration. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ELISE VINCENT